La France doit s'opposer au démantèlement des droits des Indiens du Brésil sur leurs terres. Tribune

Emmanuel de Vienne

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jsa/19675>

DOI : 10.4000/jsa.19675

ISSN : 1957-7842

Éditeur

Société des américanistes

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2021

Pagination : 213-216

ISSN : 0037-9174

Référence électronique

Emmanuel de Vienne, « La France doit s'opposer au démantèlement des droits des Indiens du Brésil sur leurs terres. Tribune », *Journal de la Société des américanistes* [En ligne], 107-1 | 2021, mis en ligne le 30 septembre 2021, consulté le 02 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/jsa/19675> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jsa.19675>

Ce document a été généré automatiquement le 2 septembre 2022.

Tous droits réservés

La France doit s'opposer au démantèlement des droits des Indiens du Brésil sur leurs terres.

Tribune

Emmanuel de Vienne

Remerciements – Merci à Artionka Capiberibe pour sa lecture attentive du texte et pour ses conseils.

- 1 Le 8 septembre 2021, un collectif pluridisciplinaire de chercheurs, majoritairement membres de la Société des américanistes, a publié dans le journal *Le Monde* une tribune destinée à attirer l'attention sur les risques d'ethnocide et d'écocide qui pèsent actuellement sur les populations autochtones du Brésil. Adressée au président de la République, Emmanuel Macron, le texte décrivait les tentatives du gouvernement Bolsonaro d'instaurer une législation visant à démanteler les droits des Amérindiens. Il concluait par une demande de sanctions de la part de l'Union européenne, sous peine de cautionner des dégradations environnementales assorties d'atteintes aux droits de l'homme.
- 2 Moins soumis qu'un quotidien à des contraintes de place, le *Journal de la Société des américanistes* a jugé opportun de reproduire ce texte dans une version plus étoffée. Dans la version ci-dessous, les formules d'adresse au président de la République ont été supprimées, et les arguments ont été développés. Le texte a également été enrichi de notes renvoyant aux sources d'information susceptibles d'apporter plus d'éclaircissements sur l'évolution d'une situation qui invite à la plus grande mobilisation.
- 3 La version originale est disponible en ligne¹ : https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/09/08/bolsonaro-est-en-train-de-faire-adopter-un-arsenal-legislatif-qui-demantelera-les-droits-des-indiens-sur-leurs-terres_6093832_3232.html.

* *

- 4 Depuis le 22 août, 6 000 Indiens du Brésil, issus de 170 peuples différents, ont planté leurs tentes sur l'esplanade des ministères à Brasília pour s'élever contre une menace inédite sur leurs droits et leurs terres. Ils entendent peser sur une décision de la Cour suprême concernant une demande de l'État de Santa Catarina de reprendre possession d'une partie de la terre indigène Ibirama-Laklãnõ revendiquée par le peuple Xokleng. L'enjeu est d'importance puisque cette décision confirmera la doctrine en vigueur ou la remplacera par une autre, très défavorable aux droits des Indiens.
- 5 La Constitution du 5 octobre 1988 a entériné l'idée que les Indiens, en vertu de leur occupation du territoire avant la colonisation, détiennent sur lui des « droits originaires ». La Constitution a donc autorisé, à travers le travail de la Fondation nationale de l'Indien (Funai), que l'on rende aux Indiens des fractions des territoires qui leur avaient été pris au fil des siècles. La doctrine adverse, dite « thèse de la limite temporelle » (*tese do marco temporal*), affirme au contraire que les Indiens ne devraient avoir de droits que sur les territoires qu'ils occupaient le 5 octobre 1988. C'est donc une doctrine qui consacre le droit du plus fort, puisque les détenteurs originaires seraient empêchés de s'élever contre un préjudice intervenu avant cette date.
- 6 C'est là une nouvelle étape de la véritable « politique de mort² » que conduit Bolsonaro depuis son arrivée au pouvoir, lui qui n'a jamais masqué ses opinions racistes et colonialistes³. Le président du Brésil est en train de faire adopter un arsenal législatif qui démantèlera les droits des Indiens sur leurs terres. Une première loi (PL 2633/2020), en passe d'être ratifiée par le Sénat, facilitera la régularisation des terres appropriées par les agriculteurs ou les éleveurs dans les terres indigènes non ratifiées, ainsi que des zones déforestées illégalement ; deux autres projets de loi (PL 191/2020 et 490/2007) permettront l'exploitation des ressources minières, de l'eau et des hydrocarbures dans les terres Indigènes. Les Indiens pourront être « consultés », mais ils n'auront pas de droit de veto.
- 7 Ce dernier projet de loi constitue aussi une grave menace pour les peuples en isolement volontaire, puisqu'il assortit l'invitation à ne pas les contacter d'une restriction inquiétante : sauf pour exercer « une action étatique d'utilité publique ». Dans le même temps, le gouvernement a coupé les fonds consacrés à l'environnement et aux Indiens et remplacé les cadres de ces organisations par des militaires, des politiques ou des évangélistes sans qualification particulière, promus pour leur fidélité. Sans surprise, parallèlement, meurtres d'Indiens, invasions, orpaillage et contamination aux métaux lourds ont connu une augmentation alarmante.
- 8 La déforestation de l'Amazonie s'est accélérée depuis l'accession au pouvoir de Jair Bolsonaro. On en est à regretter l'époque où, sous Lula, ce n'était « que » 4 500 kilomètres carrés qui partaient en fumée chaque année, et non 11 000. Un chiffre qui augmentera encore si rien n'est fait. À titre d'exemple, le territoire des Yanomami fait déjà l'objet de cinq cents demandes formelles d'extraction minière. Une fois les lois votées, on voit mal comment ces demandes pourraient ne pas être acceptées. Ce serait alors, dans cette seule terre, 30 000 kilomètres carrés de forêt qui seraient ouverts à l'exploitation, soit la superficie de la Belgique⁴. Surtout – plus encore que l'élection du président Bolsonaro – ces nouvelles lois et l'adoption de la thèse de la limite temporelle sonneront comme une annonce d'impunité, une confirmation que tout est permis, que la curée peut vraiment commencer.

- 9 La mobilisation des Indiens, coordonnée par l'Articulação dos Povos Indígenas do Brasil (Articulation des peuples indiens du Brésil, APIB), dépasse les précédentes. Elle est pourtant encore très en deçà des enjeux, qui sont globaux. Les sociétés amérindiennes dont les émissaires manifestent à Brasilia sont très différentes les unes des autres par leur histoire et leur culture. Autrefois, certaines étaient même des ennemies mortelles. Elles partagent néanmoins un point commun : aucune n'a détruit son milieu, moins parce qu'elles le regardaient comme un jardin à protéger du dehors que parce qu'elles construisaient avec les autres vivants des relations de sujet à sujet.
- 10 De manière significative, chacune des 170 ethnies en présence a inventé un rapport au vivant et à l'espace compatible avec l'objectif des accords de Paris. L'agriculture brésilienne et l'exploitation du sous-sol promues par Bolsonaro ne le sont pas. Le mouvement s'appelle *Luta Pela Vida*, « lutte pour la vie », « *Struggle for Life* » selon la traduction proposée sur le site de l'APIB⁵. Et c'est bien pour les Indiens une « lutte pour la survie » qui s'est engagée contre la *bancada ruralista*, le camp de l'agro-négoce. Mais ils ne s'y trompent pas : ce n'est pas seulement leur vie qui est en jeu, c'est aussi celle des milliers d'espèces qui composent la forêt amazonienne. C'est aussi la nôtre.
- 11 Les incendies au Brésil d'août 2019 avaient conduit le gouvernement français à inscrire la protection de forêt amazonienne à l'agenda du G7 de Biarritz, reconnaissant qu'elle était un bien commun. Dans la foulée, le chef amérindien Raoni Metuktire a été reçu à l'Élysée pour recevoir l'assurance du soutien de la France dans son combat. Il serait logique que la France s'exprime à présent pour condamner fermement la politique conduite par le gouvernement brésilien actuel, qui vaut à son président de faire l'objet d'une demande d'ouverture d'enquête pour génocide à la Cour pénale internationale. Il était déjà question, dans un entretien présidentiel de 2019, d'une « complicité » de la France dans la déforestation, par ses achats de soja brésilien⁶. Cette complicité s'aggraverait singulièrement si nous restions silencieux alors que, deux ans plus tard, la situation a empiré.
- 12 La France ne saurait naturellement faire ingérence dans les délibérations de la Cour suprême brésilienne. Mais la politique de destruction conduite par le gouvernement du Brésil justifie de prendre des mesures. La plus importante serait d'abandonner l'accord commercial qui lie l'Union européenne et le Mercosur [Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay]. Nous demandons aussi un engagement public à ce que la France demande, au sein du Conseil européen, des sanctions contre le Brésil, liées à des violations graves des droits de l'homme, ainsi qu'à la dégradation continue de l'environnement.

NOTES

1. Signataires : Olivier COMPAGNON, historien ; Philippe DESCOLA, anthropologue ; Philippe ERIKSON, anthropologue ; Anaïs FLÉCHET, historienne ; Anne-Christine TAYLOR, anthropologue ; Emmanuel de VIENNE, anthropologue.

2. BONILLA Oiara et Artionka CAPIBERIBE, « From “flocking for rights” to the politics of death: indigenous struggle and indigenous policy in Brazil (1980-2020) », *Portuguese Studies*, 37 (1), 2021, p. 102-119.
 3. <https://www.survivalinternational.org/articles/3540-Bolsonaro>, consultée le 07/09/21.
 4. <https://brasil.elpais.com/brasil/2021-06-22/mineracao-e-garimpo-disputam-area-maior-do-que-a-belgica-dentro-da-terra-indigena-yanomami.html>, consultée le 07/09/21.
 5. <https://apiboficial.org/?lang=en>, consultée le 07/09/21.
 6. France Info, 26 août 2019 ; https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-vrai-du-faux/pourquoi-la-france-a-t-elle-une-part-de-complicite-sur-les-incendies-au-bresil_3583949.html, consultée le 07/09/21.
-

AUTEUR

EMMANUEL DE VIENNE

Lesc-Erea (UMR 7186), université Paris Nanterre